

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18116 - 70ÈME ANNÉE

Forte mobilisation réunionnaise contre la politique d'austérité du gouvernement

« Continuons l'unité d'action »

Ce jeudi 9 avril, selon l'un des responsables syndicaux, plus d'un millier de travailleuses et de travailleurs des secteurs publics et privés se sont rassemblés à Saint-Denis devant la préfecture à l'appel de l'intersyndicale CGTR – FO – FSU – Solidaires pour exprimer leur opposition au projet de loi Macron et à la politique injuste menée par le gouvernement à Paris, avec ses graves conséquences à La Réunion. Une motion a été remise dans ce sens à la représentante du préfet et un appel a été lancé par les divers responsables syndicaux à continuer avec force, dans l'union la plus large possible, la mobilisation des Réunionnais pour une autre politique.



Max Banon (CGTR), Eric Marguerite (secrétaire départemental FO), Maurice Gironcel (secrétaire général du Parti communiste réunionnais) et Ivan Hoareau (secrétaire général de la CGTR).

Ce rassemblement s'est déroulé dans une ambiance très chaleureuse, avec une animation musicale créole émouvante, des rencontres et des échanges entre les divers participants et représentants d'organisations solidaires, ainsi que des interventions très intéressantes sur les raisons de cette mobilisation. Il a commencé par des prises de paroles de plusieurs responsables syndicaux,

comme des dirigeants de la CGTR-BTP, Didier Lombard et Jacky Balmine, qui ont dénoncé un licenciement abusif dans une entreprise à Quartier-Français et la crise très grave qui frappe les travailleurs de ce secteur. D'où l'appel à la grève illimitée lancé pour lundi prochain dans le BTP.

Il y a eu également eu des interventions de Max Banon (CGTR-Sud), Jean-Paul Paquiry (FO-Fonction pu-

blique), Jocelyn Cavillot (Solidaires), un représentant de FO-Santé, et Jacqueline Carpin (CGTR-EPSMR). Puis ont pris la parole les dirigeants des quatre confédérations syndicales organisatrices de la manifestation : Marie-Hélène Dor pour la FSU, Pascal Mariamen pour Solidaires, Eric Marguerite pour FO et Ivan Hoareau pour la CGTR.

Motion au préfet

Toutes ces interventions ont expliqué le contenu de la motion de l'intersyndicale, qui a ensuite été remise par une délégation de plusieurs organisations à Mme Pérez, adjointe de la directrice de cabinet du préfet (voir le texte ci-après). Les intervenant(e)s ont notamment dénoncé « les 50 milliards d'euros de cotisations sociales offerts par l'État français aux patrons au détriment des plus pauvres » et toutes les carences de la loi Macron.

Ils ont aussi protesté contre « la politique capitaliste » du pouvoir en place à Paris, en soulignant que « la maladie mentale frappe le gouvernement », « cette caisse de résonance du patronat, avec des effets particulièrement néfastes chez nous à La Réunion ». Enfin, ils ont appelé le monde du travail et l'ensemble des Réunionnais à « inscrire la belle mobilisation de ce jeudi dans la continuité ; continuons l'unité d'action, c'est notre responsabilité », a notamment déclaré Ivan Hoareau en conclusion, en soulignant l'importance du rendez-vous du 1er Mai prochain pour une grande manifestation.



Quelques mots d'ordre.

Soutien du PCR

Il convient de souligner également que plusieurs organisations associatives, comme ATTAC, et politiques, comme le Parti de Gauche et le PCR, ont apporté leur soutien à cette mobilisation inter-syndicale, avec divers représentants sur place. Le PCR était là avec plusieurs membres de son Conseil politique, et Maurice Gironcel, l'un de ses secrétaires généraux, est venu s'entretenir avec les responsables syndicaux pour leur exprimer la solidarité de son organisation avec leurs combats.

Avant et après le retour de la délégation à la préfecture, d'autres responsables syndicaux ont pris la parole pour exprimer notamment leur soutien aux employés communaux de La Possession, pour dénoncer la politique du Conseil départemental dans le domaine de la santé et pour rappeler avec force : « nou lé pa pliss, nou lé pa moins, respèkt anou ! ». Et le rassemblement s'est terminée dans l'émotion et de façon symbolique avec le chant révolutionnaire "l'Internationale" proclamé par la foule avec un célèbre militant communiste tamponnais, Denis Irouva.



Correspondant Un millier de personnes devant la préfecture hier.

Edito

Trois banques françaises se désengagent d'un chantier destructeur pour le corail

À La Réunion, les associations ATR-Fnaut et Surfrider ont diffusé une vidéo montrant qu'une catastrophe environnementale est en cause. Les promoteurs du projet de nouvelle route en mer en sont totalement responsables. Le banc de corail des Lataniers est un lagon en cours de formation. Il est en train d'être massacré par les travaux préparatoires du chantier. Si jamais débute la pose de la digue entre La Possession et la Grande Chaloupe, alors les dégâts seront irréversibles. Le monde aura alors perdu une merveille de sa biodiversité, tout cela à cause d'un projet inutile et pharaonique.

En Australie, un autre récif est en danger : la Grande barrière de corail. L'agression vient de l'exploitation du charbon, une énergie fossile. Pour exporter cette marchandise dans le monde, des ports doivent être agrandis. Ces travaux ainsi que l'augmentation prévisible du trafic maritime menacent la survie de la Grande barrière de corail. 16 milliards de dollars d'investissements sont prévus pour que le gisement soit pleinement exploité. Il est porté par un groupe indien, Adani. Mais le projet suscite des interrogations en Inde même. Ainsi, une banque indienne pourrait refuser un prêt de un milliard de dollars à Andani.

Déjà 11 banques ont choisi de ne plus apporter leur caution à cet investissement. Parmi elles, trois banques françaises ont choisi de ne plus aller plus loin dans leur soutien : Crédit Agricole, Société Générale et BNP-Paribas. Ces re-

culs sont le résultat de la lutte des associations de défense de l'environnement. Car le gouvernement de la province australienne du Queensland fait la promotion de ce projet, au prétexte que cela va créer des emplois. Mais si le financement se tarit, alors pas de mine de charbon et la Grande barrière de corail sera sauvée.

En Australie, trois banques françaises décident de ne plus financer un projet parce qu'il menace un récif corallien. À La Réunion, la nouvelle route en mer dite NRL va détruire un récif corallien. Des banques vont-elles encore soutenir le projet de Didier Robert ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Nombreux défilés à l'appel de l'intersyndicale FO-CGT-FSU-Solidaires

Grève anti-austérité en France

Des milliers de manifestants ont été recensés entre la place d'Italie et les Invalides à Paris, et dans les grandes villes de province des dizaines de milliers de salariés ont défilé jeudi suite à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU, et de Solidaires, « contre l'austérité, pour les salaires, les services publics, l'emploi, la protection sociale ».



À La Réunion, rassemblement hier devant la préfecture à l'appel de l'Intersyndicale.

En tête du cortège de la manifestation du 9 avril, une large banderole sur laquelle était inscrite : « Contre l'austérité, pour les salaires, les services publics, l'emploi, la protection sociale ». Les salariés du public et du privé étaient appelés à descendre dans la rue dans les 70 défilés prévus en province et à Paris.

Tout mettre en place pour mobiliser

Cette grève nationale est, pour Philippe Martinez de la CGT, l'occasion de rassembler et de mobiliser ses troupes. Le syndicat a tout mis en place pour la réussite de la cette manifestation d'environ 5 kilomètres à Paris. La CGT s'est fixé

comme objectif de rassembler plus de 100 000 manifestants pour battre le pavé. Pour cela, plus de 250 bus ont été affrétés pour permettre aux militants de province de rallier la capitale.

D'après France Télévision, à 14h50, ils étaient 7 000 à Marseille selon la police, 10 000 à Bordeaux pour la CGT contre 4 700 pour la police. Même chose à Toulouse, 8 000 manifestants selon les organisateurs, contre 4 000 selon la police. A Nantes, il était 3 000 selon la police, 2 200 à Rennes pour la préfecture et à Rouen, les organisateurs ont dénombré 5 000 personnes, contre 2 800 selon la police.

Interrogé sur France2, Philippe Martinez a indiqué qu'« il y a beaucoup de mouvements dans les entreprises sur l'emploi et les salaires

comme par exemple à Radio France ». Ce dernier était au côté du leader de FO, Jean-Claude Mailly, dont l'objectif cette fois-ci est de « faire converger ces luttes. »

A plusieurs reprises, les syndicats ont annoncé leur rejet du pacte de responsabilité instauré par le gouvernement, lors des différentes étapes du dialogue social mis en place entre l'État et les partenaires sociaux, en septembre 2014 et janvier 2015. Les cinq syndicats organisateurs ont également dénoncé la rigueur budgétaire, la réforme territoriale et plusieurs dispositions de la loi d'Emmanuel Macron.

Pour un changement de cap

Ces mesures aggravent les « inégalités » pour la CGT, qui a de nouveau dénoncé : « Quand le MEDEF demande, le gouvernement donne aux entreprises ». Philippe Martinez a évoqué sa volonté de voir les salariés bénéficier de l'augmentation du salaire minimum à 1 700 euros et la revalorisation de celui-ci pour les autres catégories.

« Le slogan qu'on a pris c'est « Maintenant ça suffit ! », il faut le social, mais pour le moment on n'est pas entendus », a indiqué Jean-Claude Mailly. Ce dernier a dénoncé la position du gouvernement, qui permet à Pierre Gattaz, patron du MEDEF, d'avoir « plus l'oreille du gouvernement que les organisations syndicales ».

« Ça fait des mois qu'on explique au gouvernement qu'il faut changer d'orientation économique, qu'on est dans une logique d'austérité, ça se voit sur l'emploi, le chômage, les investissements publics, les salaires ». Une position partagée par l'aile gauche du PS, dont Martine Aubry, les frondeurs, le Front de gauche et le NPA, qui dénoncent la politique social-libérale de Manuel Valls et François Hollande.

En dépit de cet appel national, il a été annoncé par les médias que les perturbations pour les usagers étaient « relativement modestes ». La SNCF et la RATP ont prévu un trafic normal sur leurs lignes et réseaux.

Cependant, les écoles et les hôpitaux sont les plus touchés. Le personnel hospitalier dénonce « marchandisation de la santé » et la dégradation de « la qualité des soins et des services ». Du côté des établissements scolaires, le SNUipp-FSU (1er syndicat du primaire) et le Snes-FSU, principal syndicat du secondaire, ont appelé à cesser le travail pour dénoncer le blocage des salaires des fonctionnaires depuis 2010.

Pour Eric Beynel, co-porte-parole de Solidaires, il y a un « ras-le-bol contre ces politiques d'austérité qui nous conduisent à la catastrophe ». Ce dernier veut le retrait du projet de loi du ministre de l'économie Emmanuel Macron.

Céline Tabou

La motion de l'inter-syndicale remise au représentant de l'État

« Contre l'austérité, le pacte de responsabilité, la loi Macron et la réforme territoriale »

Alors que les salaires sont bloqués, les salariés s'appauvrissent, aucun emploi n'est créé si ce n'est des contrats aidés, le chômage et la précarité explosent : le gouvernement poursuit sa politique de rigueur et d'austérité.

Toutes les garanties collectives (le Code du Travail, les statuts, les conventions collectives...) sont attaquées. Les services publics touchés de plein fouet par la rigueur, sont au bord de l'explosion.

Face à l'entêtement du gouvernement à poursuivre ses politiques d'austérité et de rigueur, FO, CGTR, FSU et Solidaires ont appelé les salariés du privé comme du public, à une journée de grève interprofessionnelle et à manifester ce jeudi 9 avril contre le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale et la loi Macron, qui aggravent la situation des Salariés, des Retraités et des Privés d'emploi.

Ces politiques d'austérité se traduisent par :

- Le pacte de responsabilité (40 milliards d'euros en moins pour la sécurité sociale et offerts aux patrons et 50 milliards de baisse des budgets de fonctionnement pour le service public..)
- La loi Macron qui banalise le travail du dimanche, le travail de nuit et casse le code du travail en facilitant les licenciements.
- La Réforme territoriale qui va induire des lois de régionalisation et détruire les services de l'Etat à La Réunion

Par conséquent, afin de créer le rapport de force nécessaire pour faire reculer le patronat et le gouvernement, FO, la CGTR, la FSU et Solidaires exigent :

- L'arrêt de l'austérité, assez de régression sociale
- Le retrait du pacte de responsabilité
- Le Retrait de la loi Macron
- L'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux !
- La création de postes nécessaires dans la fonction publique au service des Réunionnais !
- L'application de toutes les conventions collectives nationales à La Réunion
- Un vrai travail, un vrai salaire pour vivre correctement ! »

Le Premier ministre de l'Inde à Paris

Première visite en France de Narendra Modi

Le Premier ministre indien, Narendra Modi est arrivé à Paris ce jeudi 9 avril, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en juillet 2014. Ce dernier se rendra par la suite à Berlin, afin de promouvoir son pays, comme base industrielle.

L'Inde cherche à attirer les investissements étrangers, grâce à son plan « Make in India », dont le but est d'ouvrir le marché indien aux étrangers, avec comme axe de défense : « L'Inde est une nation de jeunes entrepreneurs et de jeunes créateurs », a rappelé Atul Chaturvedi. Ce dernier a la tâche de défendre l'attractivité de son pays au sein du ministère français du commerce.

« Make in India » à l'honneur

Une fois en Allemagne, première économie de la zone euro, il y inaugurera la plus grande foire industrielle du monde, la Foire de Hanovre, et y mettra en avant sa campagne en faveur du « Make in India ». Le Premier ministre indien a indiqué sur les réseaux sociaux : « Je me réjouis de me rendre en France pour renforcer l'implication française dans notre programme Make in India, en particulier dans le secteur de la défense ».

Le Premier ministre indien rencontrera vendredi des chefs d'entreprises et visitera samedi le site d'Airbus à Toulouse (sud). Son but est de montrer l'efficacité de sa campagne « Make in India », qui devrait faciliter les démarches des entreprises en allégeant les contraintes bureaucratiques et en simplifiant la fiscalité.

En effet, selon les experts, le secteur des services ou de l'agriculture ne permettront pas de créer suffisamment d'emploi dans les décennies à venir. Raison pour laquelle, le plan « Make in India », lancé en septembre 2014, comprend plusieurs secteurs dynamiser par des mesures incitatives, une réglementation ad-hoc ou des transferts de technologie. Sont concernés, l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables, la chimie, le textile, le ferroviaire ou encore les TIC.

La vente des Rafale en débat

À Paris, le dossier le plus délicat sera celui des négociations autour de la vente de 126 Rafale à l'Inde. Le dossier est en cours depuis plus de trois ans, et tarde à se concrétiser en raison du coût, qui est passé de 11 milliards d'euros à 18,3 milliards. « Nous aurons des discussions sur le sujet », a confirmé le président François Hollande, le mardi 7 avril.

La France souhaite débloquer cet important contrat, prévoyant la fabrication de 108 appareils sur le sol indien, soit un transfert de technologie inédit. Selon le Times of India, l'Inde a demandé à Dassault Aviation de se fixer un prix initial, qui serait resté identique en euros, d'après Eric Trappier, patron de la compagnie française, qui a assuré que l'accord était « finalisé à 95 % ».

« Normalement, on ne devrait pas avancer sur ce dossier qui est bloqué. Simplement il fait partie depuis l'élection de Narendra Modi, de sa tournée internationale. La France fait partie des cinq pays les plus importants dans l'histoire de l'Inde indépendante. Il ne faudrait pas que les Français confondent la visite de Narendra Modi, qui fait partie de son agenda diplomatique, et la vente des chasseurs Rafale » a expliqué à RFI, Jean-Joseph Boillot, conseiller au club du Centre de rechercher et d'expertise sur l'économie mondiale.

Achat de 6 EPR par l'Inde

La France souhaite faire avancer la vente de six réacteurs nucléaires EPR à l'Inde, représentant une capacité 10.000 mégawatts. La société Areva a signé un protocole d'accord en février 2009 portant sur la fourniture de deux EPR dans un premier temps sur le site de Jaitapur, dans l'État de Maharashtra (ouest) mais encore une fois, le

tarif auquel l'Inde achèterait l'électricité produite.

« C'est un gros projet qui porte sur six réacteurs mais qui ne peut être lié à une visite particulière », a indiqué l'ambassadeur de France en Inde, François Richier. En effet, en plus des dossiers des rafales et du nucléaire, la France va promouvoir ses entreprises spécialisées dans l'énergie solaire, ainsi que le savoir-faire français en matière de développement urbain.

La venue de Narendra Modi pourrait être une occasion pour les groupes français de profiter du projet du gouvernement indien de développer 100 « smart cities » (villes intelligentes) dotée d'infrastructures de transport, d'électricité et d'eau performantes. Axé sur le développement économique en Europe, le Premier ministre indien donne surtout la priorité au redémarrage économique de l'Inde, qui devrait croître de 8 % cette année.

« Le principal objectif pour Modi est d'améliorer sa base industrielle et de donner une impulsion à la croissance » a expliqué à l'AFP, Sujit Dutta, professeur de stratégie internationale à l'université Jamia Milia Islamia de Delhi.

Céline Tabou

Billet philosophique

Notre nouvelle patrie

Il y a de nombreux enseignements à tirer du séjour culturel de deux à trois semaines organisé récemment en Inde du Sud par Régine Armoudom et Yannick Martin au nom de Shakti Academy (Association Réunionnaise des Relations et Créations Culturelles) avec le médecin psychiatre, conférencier et écrivain Jacques Vigne. Un séjour auquel ont participé une quarantaine de personnes venues de France et de La Réunion, et qui a notamment favorisé la prise de conscience de la richesse des pensées ancestrales indiennes de notre peuple.



Jacques Vigne durant une séance de méditation au Greenland Ashram, devant les portraits des penseurs indiens Shiva Jyoti Munna, Sathya Sai Baba et Sri Ramana Maharshi.

Lors de cette visite depuis Mumbai jusqu'à Pondichéry en passant par Mangalore, Allepey, Pouar, Kanya Kumari, Madurai, Kumbakonam, Tiruvanamalai et Auroville, les participant(e)s ont pu admirer de nombreux trésors culturels indiens dans des ashrams, musées et autres lieux de mémoire comme la stèle de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien érigée en 2010 à l'université de Pondichéry. Ce fut l'occasion, entre autres, de mieux connaître certains grands penseurs altruistes et altermondialistes de ce pays, comme Mahatma Gandhi, Aamma, Sri Ramana Maharshi, Sathya Sai Baba, Shiva Jyoti Munna, Sri Aurobindo, la Mère...

Il y a également eu des séances de méditations et de yoga très intéressantes et conviviales, animées par

Jacques Vigne, qui a particulièrement cultivé avec force la valeur de l'altruisme comme remède à nos problèmes personnels. Nous citons aussi les atouts de la médecine ayurvédique, qui ont été valorisés durant ce séjour dans les États indiens du Kerala et du Tamil Nadu.

Des échanges chaleureux

Certes, les membres des délégations de France et de La Réunion ont aussi été marqués par la vision de certains graves problèmes de l'Inde, avec notamment une terrible mendicité des personnes confrontées massivement à la misère ou en-

core la gravité des diverses formes de pollutions du pays (tout pétrole dans les moyens de déplacements, déchets massifs etc...). En même temps, les forces de résistance du peuple indien à ces problèmes étaient également visibles dans les rues des grandes villes comme des campagnes.

Par ailleurs, les échanges chaleureux entre les visiteurs et la population indienne ont montré qu'il y a un potentiel considérable de renforcer les liens entre le peuple réunionnais et les peuples frères de l'Indianocéanie. D'où l'importance de renforcer notre connaissance de l'ensemble des richesses culturelles ancestrales de notre peuple, trop souvent mises de côté, ignorées et infériorisées par l'idéologie dominante du système néo-colonial en place.

Nout péi, nout nasyon

Ceci nous doit nous inciter à prendre conscience de la nécessité de cultiver les atouts du patriotisme indianocéanien. N'oublions pas que nous devons faire vivre l'ensemble de nos patriotismes ancestraux (malgache, africain, comorien, indien, chinois, français etc...) et les héritages de nos diverses patries ancestrales.

En effet, celles-ci nous ont aidé à construire en 352 ans les trésors de notre interculturalité réunionnaise spécifique et unique au monde. Ce sont les trésors de notre nouvelle patrie, nout péi, nout nasyon, La Réunion.

Roger Orlu

(*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...!

mail : redaction@temoignages.re

Ot é

Kèl gagnan – gagnan ? Sa la pa plito in nouvo kou d'BKK !*

Mi sort lir dann zournal, la réjyon la rouv in baz Maurice. An prinsip, na poin arien pou roproshé la dan : Maurice, sé nout voizine, mèm i apèl ali l'Il Sèr, donk na poin arien pou kréतिकé la-dan, si ni raprosh avèk nout sèr ; donk, konmsa lé bon ! Konmsa ni konpran la vi ! sof ké lo lésplikasyon sanm pou moin, la pa bon ditou. Akoz ?

Pars lo roprézantan la Réjyon i di, nana par-la trann-sink l'antropronèr la fé l'invéstitman shé nout voizine é fer in baz laba, sé pou ankouraj d'ot pou fer parèy. Sé la k'i gaz pa ! Ousa i lé nout l'intéré dann sèt afèr ? Ousa i lé sak i apèl lo gagnan-gagnan. Zot i koné lo zistoir bannzil ! vaniy ? Mèm si i anparl pi tro, kréol i koné sa. Ousa lété lo gagnan-gagnan ? Lé zot lété gagnan mé nou, nou lété gagnan d' koué ? Sa la pa amenn anou in touris an plis ! Pir ké sa, kan tourism lé zot la ardémare, la n'ot la kontinyé kalé. La kour bann kont réjyonal la bien di sa lété larzan zété !!!

Zordi, avèk nout baz dann l'il Maurice, kosa ni sava gagné ? Ni sava gagné ké bann soutirèr bann transfèr larzan dopi La Frans ziska isi, apré avoir fé z'ot bèr dsi nout tèt, va alé plas zot larzan Maurice. Donk si nout voizine sar gagnan, nou sar pèrdan in foi anplis. Pou kosa ? Pars nout dévlopman lé dsi kès é nou na poin arien pou amenn bann l'antropronèr morisien isi.

Ala lo gagnan-gagnan méyé Didié ! Inn fasonn fé roul anou in foi anplis dan la farine avèk nout larzan ! In nouvo kou dé bkk.

**BKK : bati, koki, kontan.*

Justin

« Boug na pèrmi i tanpone ! » - in kozman pou la rout

Sa lé fasil pou konprann. Sans prop : mèm si ou na pèrmi ou pé ariv a tanponé. Sans figuré : mèm si ou i pran out prékosyon sa s'pé k'i ariv aou in mové z'afèr... Na in bonpé ka konmsa : par ébzant, san vouloir in jenn fiy i tonm an voi d'famiy. Son momon I grongn ali, I d'mann ali si èl i pé paf é in pé antansion.. Li réponn : « Moun na pèrmi i tanpone ». Par l'fète, lo répons lé pa in vré répons, sa in manyèr pou anvoy dingué. dir : « Sa i pé ariv toulmoun ! Donk na poin arien pou roprosh amoin ». In fo répons, akoz ? Pars si lo jenn fiy i pran bien son prékosyon i ariv ar pa li d'ète ansint. Azotkosa zot i anpans ? arien ! Alé fé travay z'ot koko, fé bouiy z'ot matyèr griz, zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète kékfoi dakor rantre nou.